

MEHDI BA

**RWANDA 1994**

# UN GÉNOCIDE FRANÇAIS



D'avril à juillet 1994, le Rwanda connaissait l'un des génocides les plus sanglants du siècle : près d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants massacrés en l'espace de quelques semaines par ce qui étaient, soit des Tutsi, soit des Hutu considérés comme traîtres. La responsabilité de la France dans la mise en œuvre de cette « solution finale » à l'afrique est incontestable. Pourtant, les autorités françaises ont constamment nié toute implication, se réfugiant derrière des faux semblants humanitaires. De leur côté, les médias hexagonaux se sont, presque unanimement, prêtés à une inquiétante opération de manipulation de l'information. À ce jour, aucune commission d'enquête n'a été constituée pour tenter de faire la lumière sur cette guerre secrète franco-rwandaise.

10 F - ISBN 2-84408-003-4



10 FRANCS

N° 4

Couverture : "Picot"

L'ESPRIT FRAPPEUR

MEHDI BA

# RWANDA, UN



# GÉNOCIDE FRANÇAIS

L'ESPRIT FRAPPEUR

86

## CAMOUFLAGES

La poursuite du génocide par d'autres moyens

ÉGAREMENTS MÉDIATIQUES et compromissions diplomatiques ont contribué à faire de la France une terre d'asile accueillante envers tous ceux qui propagent à propos du génocide rwandais un discours confinant au négationnisme historique. Un des exemples les plus savoureux à cet égard fut apporté par le *Petit Robert*, dans son édition mise en vente en 1994 à l'occasion des fêtes de fin d'année. On pouvait y lire en conclusion de l'article consacré au Rwanda : « En avril 1994, le FPR abattit Juvénal Habyarimana à bord de son avion et lança une vaste offensive marquée par des massacres et la fuite de millions de personnes dans une zone de sécurité mise en place par la France ("opération Turquoise", juin 1994) et au Zaïre. »

Cette édition dut faire fureur autour du sapin de Noël des membres de la « *Genocide Set* » réfugiés en Europe. En effet une telle définition, qui nie le génocide en tant que tel et attribue la responsabilité des massacres au FPR, rejoint en partie la propagande maladroite distillée, depuis leur exil européen ou africain, par les idéologues rwandais de la « solution finale » anti-Tutsi. Interrogé sur cette vision très personnelle du génocide, le chef du service encyclopédique des éditions du *Petit Robert* déclara que « cette thèse était unanime à l'époque » (l'article fut apparemment rédigé à l'été

1994). Un demi-mensonge en vérité : s'il est vrai qu'au lendemain du génocide cette analyse avait cours, elle était cependant loin de faire l'unanimité. Le responsable refusa malheureusement de communiquer l'identité du collaborateur qui avait rédigé le passage en question, ce qui aurait pu se révéler fort instructif sur le caractère délibéré ou non de cette bévue historique. Finalement, le dictionnaire ne modifia sa définition que contraint et forcé, après avoir perdu un procès en diffamation intenté par un représentant du Front patriotique rwandais.

En Europe, certains milieux se sont montrés d'autant plus zélés pour salir le FPR que cela leur permettait de dissimuler les sympathies peu reluisantes qu'ils avaient longtemps entretenues avec les criminels du *Hutu Power*. En tête de ces négationnistes entêtés, on retrouve les cercles diplomatiques et militaires français, l'ordre missionnaire des Pères Blancs, certains milieux universitaires ou encore les réseaux belges liés à l'Internationale démocrate-chrétienne. Un peu en retrait, suivent certains journalistes sensibles aux clichés de la démocratie ethnique, des associations humanitaires catholiques, des organismes de défense des droits de l'homme à la réputation par ailleurs honorable...

Les textes fondateurs de la « révision » du génocide furent diffusés, à peine le génocide achevé, depuis les villes zaïroises de Bukavu et de Goma, en bordure de la frontière rwandaise. Dans ces villes du Kivu arrivait depuis juin 1994, à la faveur de l'opération Turquoise, la horde des autorités rwandaises